

Fourniture et livraison une vedette de patrouille douanière au profit  
de la direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie

N°2025\_DRDNC988\_MOYEN NAUTIQUE

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

### **Bureau responsable de l'élaboration du DCE**

Nom : Pôle logistique de la direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie (DRDNC)

Adresse : 1 rue de la République, 98 800 Nouméa

Personnes de contact : M. Jean-Eudes SEYCHELLES

jean-eudes.seychelles@douane.finances.gouv.fr

### **Législation applicable**

Ce marché à tranches est conclu en application du code de la commande publique et de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le présent document comporte 10 pages numérotées de 01 à 10.

## ARTICLE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

### 1 – OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison d'une vedette de patrouille douanière au profit de la direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie (DRDNC).

#### 1.1 Type de procédure

*Il s'agit d'un marché à procédure simplifiée, de fournitures – catégorie « véhicules », en application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.*

#### 1.2 Durée du marché

Ce marché prend effet à compter de sa date de notification.

Ce marché n'est pas reconductible.

### 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement du titulaire (ATTRI1) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire original conservé à la direction régionale des douanes, fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, désigné ci-après CCAG-FCS ; ➤ l'offre technique et financière ;
- les précisions ou réserves formulées par l'administration lors de la notification de la retenue de l'offre qui devront être acceptées ou levées par le titulaire.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation. <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### 3 – MODALITÉS DE COMMANDE

A la notification du marché, le titulaire sera destinataire d'un bon de commande « CHORUS ». Le bon de commande portera un n° d'engagement juridique (EJ), référence comptable unique du marché.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, un bon de commande actualisé sera transmis au titulaire, sans changement du n° EJ.

### 4 - PRIX

#### 4.1 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est le Franc Pacifique, XPF.

#### 4.2 Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont forfaitaires.

Tous les prix sont exprimés hors taxe et toutes taxes comprises et hors redevance carte grise. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les

fournitures ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent marché. Ils s'entendent **livraison incluse**.

Les prix sont fermes et non actualisables ni révisables.

## 5 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 5.1 Facturation

Les factures seront établies pour chaque lot et envoyées de façon dématérialisée.

La dématérialisation présente de nombreux avantages pour les entreprises :

- Financier : le paiement est plus rapide et moins cher qu'une facture papier ;
- Gestion : la réduction des risques d'erreur ;
- Archivage : l'optimisation des espaces de stockage.

Les entreprises sont ainsi invitées à consulter le site <https://chorus-pro.gouv.fr> pour la création de leur compte, le dépôt et le suivi de leurs factures.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références du marché : N°2025\_DRDNC988\_MOYEN NAUTIQUE,
- les références du bon de commande afférent : le n° EJ ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison si elle est connue du titulaire au moment de la facturation; - les prix HT, TTC en XPF ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ; - la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

### 5.2 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'Etat par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire.

A compter de la date de réception de la facture du titulaire, à condition que les prestations aient été exécutées et acceptées, l'administration dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour en effectuer le paiement conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu si :

- le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle mentionnée sur le bon de commande ;
- la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- le contrôle de la prestation prévue dans le CCP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

### 5.3 Avances

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

### 5.4 Modalités de paiement

Le comptable assignataire des paiements est la direction des finances publiques en Nouvelle-Calédonie.

## **6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### 6.1 Correspondants permanents

Le titulaire du marché ainsi que la DRDNC désigneront respectivement un correspondant permanent et unique pour le suivi du bon fonctionnement et de la qualité logistique du marché. Pour la DRDNC : M. Jean-Eudes SEYCHELLES au 79 53 85.

### 6.2 Modalités de livraison et garantie

Le titulaire du marché assurera, à sa charge et sous sa responsabilité, la livraison du moyen nautique à Port Moselle à Nouméa, formation initiale à la prise en main du navire incluse.

Garantie constructeur minimale de 1 an pour l'ensemble du navire Garantie constructeur structurelle minimale de 5 ans.

Le moyen nautique comprendra à la livraison :

- Un dossier technique complet présentant le modèle proposé
- Les déclarations de conformité pertinentes
- Un devis détaillé incluant le prix de chaque composant
- Certificats du fabricant ISO9001, ISO14001 et ISO45001

**Le moyen nautique sera livré et muni d'une immatriculation définitive, clés en main avec le réservoir plein. Il doit être à l'état neuf, en état de marche, conformes à la commande et aux spécifications demandées.**

### 6.3 Délai de livraison

L'opérateur économique s'engage sur un délai de livraison du moyen dans un délai de 4 mois à compter de la signature du contrat.

### 6.4 Livraison – Vérification – Responsabilité

Les vérifications quantitatives et qualitatives du moyen seront effectuées sur le lieu de livraison du moyen.

La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 5 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 5 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

## **7 – PÉNALITÉS**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution et les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution de tous les lots du marché.

Les réfections sont estimées par le service bénéficiaire qui les constate. Les pénalités et réfections sont cumulables.

### 7.1 Pénalités de retard (cf article 14 du CCAG FCS)

Le non-respect de la date de livraison des véhicules donnera lieu à une pénalité. Celle-ci sera appliquée sans mise en demeure préalable et sera déduite des factures.

La pénalité est fixée à 5% du montant HT du bon de commande pour un retard de 5 jours.

Au-delà de 5 jours et jusqu'à 10 jours de retard, la pénalité est fixée à 10% du montant HT du bon de commande.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

### 7.2 Pénalité pour non-conformité de la prestation

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées. Cette décision sera notifiée au titulaire à l'issue d'un constat contradictoire mené conjointement par le titulaire et le pouvoir adjudicateur, en cas de non-conformité ne pouvant être acceptée par le pouvoir adjudicateur (cf article 12 du présent CCP).

### 7.3 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour fournitures défectueuses, non conformes, manquantes ou pour retard de livraison, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, le haut-commissariat pourrait les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

## **8 – SOUS-TRAITANCE**

### 8.1 Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

### 8.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le formulaire DC4 doit être renseigné et signé par toutes les parties.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

### **8.3 Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, soit 71 599 XPF TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

## **9 – GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisées.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## **10 - LITIGES**

Les litiges sont réglés à l'amiable entre les parties autant que faire se peut. Dans le cas contraire, le marché conclu ayant caractère de contrat de droit public, le tribunal administratif de Nouméa est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'Administration au titulaire. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tribunal administratif de Nouméa

BP Q3

98851 NOUMEA CEDEX

Tél. : +687 25 06 30 / Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

## **11 - LANGUE**

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français.

Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Tous les courriers adressés au haut-commissariat doivent également être rédigés en français.

## **12 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Dans le cas où l'entreprise serait en difficultés financières, les dispositions prévues par le CCAG-FCS s'appliqueront.

### **13 - MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DE L'ENTREPRISE**

Toute modification (forme de l'entreprise, raison sociale, adresse, numéro de compte...) intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception à la DRDNC.

## ARTICLE 2 – CLAUSES TECHNIQUES

### 1 – COQUE ET STRUCTURE

Longueur hors tout entre 8m50 et 9m
Largeur hors tout entre 3m et 3m10
Pont auto-videur et anti-dérapant
Réservoir à carburant intégré d'une capacité minimale de 400L
Matériau de la coque : Aluminium marin
Matériau du flotteur : ORCA® Hypalon
— Tissu de base : Polyester haute ténacité 1670 dtex - 1500 deniers
— Revêtement :
— Extérieur : Chlorosulfonated Polyethylene (CSM) / Polychloroprene (CR)
— Intérieur : Polychloroprene (CR)
Cloisons et renforts internes en aluminium soudé
Arceau arrière en aluminium (Roll-bar)
Bitte d'amarrage avant en aluminium
Banquette arrière avec coffre arrière
Échelle de bain sur tableau arrière
Tableau arrière non franc afin de limiter les entrées d'eau lors des manœuvres en marche arrière et lorsque le navire est dos au vent et aux vagues
Couleur de coque et de flotteur : Gris
L'ensemble des composants en aluminium incluant la coque devra avoir un revêtement par poudre
Des points de remorquage et de levage seront intégrés
Airbag conducteur et passager avant
Marquage en tissu Hypalon "Douane Française" sur le flotteur à bâbord et tribord

### 2 – MOTORISATION ET PROPULSION

Le navire sera motorisé par deux moteurs hors-bord en contre-rotation.

Les spécifications demandées sont citées ci-dessous

Puissance nominale par moteur : 300 CV (220.7kW)
Cycle de combustion : 4 temps
Commande de puissance et d'inversion de marche électrique
Système de direction : Hydraulique avec assistance électrique pour usage intensif
Couleurs noir ou gris (même couleur pour les deux moteurs)
Système d'injection électronique
Hélices en acier inoxydable adaptées à la configuration bimoteur



### 3 – POSTE DE PILOTAGE ET AMÉNAGEMENT DE PONT

Console centrale avec :

Pare-brise intégral
Système d'essuie-glace sur le pare-brise
Toit rigide (aluminium ou matériau composite) résistant aux intempéries et aux UV : <ul style="list-style-type: none"><li>• Permettant de protéger 4 personnes</li><li>• Laissant dégagés les passavants</li><li>• Permettant la fixation de différents équipements tels que :<ul style="list-style-type: none"><li>— Projecteurs</li><li>— Antennes</li></ul></li><li>• Marquage DFXXX (Numéro à définir) sur le toit visible du ciel</li></ul>
Sous le toit rigide : <ul style="list-style-type: none"><li>— Sièges jockey pour pilote et co-pilote avec suspension</li><li>— Deux sièges jockey avec suspension en 2ème rangée</li></ul>

### 4 – ÉQUIPEMENTS DE NAVIGATION

L'ensemble des équipements électroniques sera interconnecté via un réseau NMEA2000 L'ensemble des équipements devra être adapté à un usage marin et une exposition aux embruns et intempéries.

Lecteur de carte / Échosondeur multifonctions <ul style="list-style-type: none"><li>• Tactile + touches</li><li>• Écran d'une taille minimale de 12 pouces</li><li>• avec sonde de sondeur tableau arrière</li><li>• avec carte de navigation Nouvelle-Calédonie</li></ul>
AIS Émetteur/Récepteur <ul style="list-style-type: none"><li>• Classe B+ avec protocole SOTDMA</li><li>• Une antenne dédiée sera installée sur le toit rigide. Gain minimum : 3dB</li></ul>
Radio VHF <ul style="list-style-type: none"><li>• Puissance d'émission 25W avec fonction ASN Classe D</li><li>• Récepteur GNSS intégré</li><li>• Fonction corne de brume</li><li>• Fonction haut-parleur de pont d'une puissance minimale de 25W</li><li>• Le haut-parleur sera installé sur le toit rigide</li><li>• L'antenne VHF sera installée sur le toit rigide. Gain minimum : 3dB</li><li>• Étanche IP68 à minima</li><li>• Capot de protection</li></ul>
Gyrophare bleu <ul style="list-style-type: none"><li>• Norme R65 / Classe 2</li><li>• Étanche IP68 <i>a minima</i></li><li>• Monté sur le toit rigide</li><li>• Commandé depuis le tableau de bord</li></ul>
Projecteur de recherche <ul style="list-style-type: none"><li>• Installé sur le toit rigide</li><li>• Type LED</li><li>• Commandé depuis le tableau de bord</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Étanche IP68 à minima</li> </ul>
Projecteurs périphériques <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installé sur le toit rigide vers l'avant, l'arrière et les cotés</li> <li>• Type LED</li> <li>• Commandé depuis le tableau de bord avec 3 commandes distinctes (AV/AR/Cotés)</li> </ul>
Feux de navigation et mouillage conformes à la norme COLREG 72

## 5 – SYSTÈME ÉLECTRIQUE

Circuit électrique 12V avec tableau de commande au poste de pilotage
1 batterie de démarrage à plaques tubulaires par moteur avec un courant de démarrage à froid (CCA) minimal de 800A
1 batterie de service à électrolyte stabilisé (AGM) d'une capacité minimale de 110Ah avec voltmètre sur le tableau de bord
Système de relais de charge ou répartiteurs permettant la charge de la batterie de service à partir des moteurs, avec un dispositif d'isolation pour protéger les batteries
Système permettant de mettre en parallèle en cas d'urgence les deux batteries moteurs et/ou les batteries moteurs avec la batterie de service
Coupe-batteries permettant de couper l'alimentation électrique aux moteurs et la servitude à partir des pôles positifs de chaque batterie
Coupe-batteries permettant d'isoler le pôle négatif de chaque batterie

## 6 – EXIGENCES DE CERTIFICATION ET DE SÉCURITÉ

- Certification CE Module A1 et B en catégorie de design/navigation C et B
- Homologué pour le transport d'un minimum de 15 personnes en catégorie C et B
- Homologué pour une motorisation d'au minimum 2 x 221kW
- Le rapport de stabilité en catégorie C et B devra être fourni dans le cahier technique

Le navire ainsi que son équipement devront répondre aux exigences du règlement 227 de la Direction des Affaires Maritimes de Nouvelle-Calédonie en catégorie de navigation 3eme L1 avec les dispositions spécifiques pour les NUP exploités en charge. Les détails devront être dans le dossier technique.

Les fabricants devront fournir les certificats suivants :

- ISO 9001 (gestion de la qualité),
- ISO 3834 (assurance qualité du soudage),
- ISO 14001 (système de management environnemental),
- ISO 45001 (système de management de la santé et sécurité au travail).

## 7- PRIX MAXIMAL

Le prix maximal hors taxe sera de 140 000 € / 16 706 444 F